



Yves Luginbühl (dir.)

Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe



P.I.E. PETER LANG



Yves Luginbühl (dir.)

Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe



P.I.E. PETER LANG

Introduction générale

Yves LUGINBÜHL

Cet ouvrage constitue l'aboutissement d'une rencontre entre les objectifs scientifiques du laboratoire Ladyss, « Dynamiques et recomposition des espaces », Unité mixte de recherche du CNRS et de trois universités d'Île-de-France, Paris I Panthéon Sorbonne, Paris X Nanterre et Paris VIII Saint-Denis, et les objectifs opérationnels de deux directions de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, la Direction de l'Aménagement du Territoire et la Direction de l'Agriculture et du Développement rural. Au centre de cette rencontre, en effet, c'est bien l'évolution récente des villes et des campagnes de l'Europe, justifiant les actions d'aménagement du territoire européen, qui a motivé la réalisation de cet ouvrage *Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe*. Ce travail, qui rassemble 41 articles et 12 encadrés de chercheurs autour d'un vaste ensemble de questions sur les dynamiques sociales, économiques et environnementales des villes et campagnes européennes, a pour objectif de faire le point sur les mouvements récents que la recherche a pu identifier. Il ne s'agissait cependant pas de retracer de grandes évolutions spatiales ou sociales, que les institutions européennes ou nationales connaissent bien grâce à l'interprétation des données statistiques officielles. L'objectif consiste essentiellement à identifier des dynamiques encore peu visibles, en émergence, qui peuvent annoncer de nouveaux modes d'habiter, de travailler, de se déplacer et de gérer la nature dans les territoires urbains et ruraux européens, notamment.

L'enjeu de cet ensemble d'interrogations se situe dans les effets que la libéralisation des échanges commerciaux et monétaires à l'échelle planétaire et les bouleversements politiques ont entraînés lors des deux décennies récentes sur les processus d'évolution des sociétés européennes. Ces processus se produisent à des échelles diverses et selon des orientations variées qui ne laissent plus de place aux simples liens de causalité linéaire entre les faits. Par ailleurs, les connaissances des relations qui s'établissent entre les divers domaines de l'action politique et du social accentuent l'impression d'enchevêtrement des idées et des faits, entre l'économie et le social, entre le social et l'écologique, entre le symbolique et le matériel. La complexité des processus ne

permet plus leur compréhension aisée et serait à l'origine des extrémismes qui opposent des réponses simples à des interrogations complexes. Comment comprendre aujourd'hui les liens multiples entre ces divers domaines et les mettre à jour alors qu'à y regarder de manière approfondie, ils paraissent de plus en plus inextricables ?

Le pari de la rencontre qui a donné naissance au présent ouvrage était en effet ambitieux : tenter de démêler l'écheveau de ces transformations qui touchent les sociétés et les espaces européens en se fondant sur l'hypothèse que ces transformations peuvent être éclairées par la réactivation des catégories de ville et de campagne, ce qui justifie le titre *Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe*.

En se saisissant de ces deux catégories de penser l'espace et la société, entre espace urbain et espace rural, et entre société rurale et société urbaine, cet ouvrage cherche à révéler ce qui apparaît de nouveau aujourd'hui en Europe dans les divers champs qui régissent les processus d'évolution sociale et spatiale : manière de vivre dans un lieu, c'est-à-dire les modes d'habiter, évolutions des divers systèmes de production économique, formes d'expression politique et champ de l'environnement. On a donc supposé que ces deux catégories de penser l'espace et la société, *l'urbanité* et *la ruralité*, étaient susceptibles d'apporter un éclairage nouveau sur les processus complexes du changement social et spatial en cours en Europe. L'hypothèse centrale qui sous-tend la réalisation de cet ouvrage est donc double : elle suppose, d'une part, que villes et campagnes ont enregistré de manière différente les effets de ces grands mouvements mondiaux et que, d'autre part, villes et campagnes possèdent encore une capacité heuristique à rendre compte de la diversité sociale et spatiale, malgré les discours qui clament la victoire définitive de la ville sur la campagne ; les deux seraient en effet soumises, désormais, aux mêmes lois dynamiques en raison de l'homogénéisation des modes de vie, en particulier.

Une seconde hypothèse découle de cette première : on suppose que les acteurs sociaux ne se coulent pas forcément dans les modèles de vie que les grandes orientations de l'économie mondiale inciteraient à suivre, mais qu'ils les contournent et inventent de nouveaux modes d'habiter, de nouvelles manières de réorienter les évolutions des systèmes productifs, de nouveaux espaces politiques ou de nouveaux modes de gestion de leur environnement. C'est-à-dire qu'ils ont la capacité de détourner ou d'exploiter à leur profit les grands processus que les forces du capitalisme libéral ont instaurés. L'objectif de la rencontre internationale dont a jailli la réflexion de cet ouvrage était précisément de repérer ces modes de construction d'espaces sociaux qui sont suscepti-

bles d'annoncer certains processus en germe dans les campagnes ou villes européennes.

Ces hypothèses ont été déclinées selon quatre entrées qui matérialisent quatre grands axes de signification :

1. L'évolution des modes d'habiter : un révélateur des mutations des sociétés urbaines et rurales.
2. Réorganisation des systèmes productifs et nouvelles formes de travail.
3. Du local à l'Europe : pouvoirs, territoires, citoyenneté.
4. L'environnement : enjeux matériels, politiques, sociaux, symboliques.

Ces quatre axes définissent des domaines que la recherche a investis comme objets d'analyse en tant que tels, mais il est clair qu'ils posent des questions transversales multiples. Entre les modes d'habiter et les questions d'environnement surgissent en effet, et notamment, des questions sur le rôle de l'environnement, ou sur celui des rapports à la nature, dans les manières dont les individus et les groupes sociaux pensent et recomposent leur lieu d'habitat et leurs relations aux lieux fréquentés dans la vie quotidienne ou dans les temps de mobilité épisodiques.

Le croisement des modes d'habiter et de la réorganisation des systèmes productifs soulève naturellement des questions sur la place de l'emploi et des lieux de travail dans les choix résidentiels et les modes de déplacement, ainsi que des interrogations sur les stratégies des entrepreneurs par rapport aux lieux d'habitat, à leurs formes et leur compositions sociales. À quelles échelles spatiales les groupes de pouvoir pensent-ils aujourd'hui les alliances et les formes de structuration économique quand il est nécessaire de prendre en compte les problèmes de la main-d'œuvre (ses caractéristiques sociales, sa mobilité potentielle, sa qualification ou encore de son volume) ? Comment se redéfinissent les territoires de l'action politique en fonction des caractéristiques des pôles d'habitat et d'emploi ? Comment les politiques européennes et leurs nombreuses mesures incitatives à la concurrence des marchés influent-elles sur les pouvoirs locaux et sur leurs manières de solliciter les habitants dans des projets politiques ? La citoyenneté et l'identité locale sont souvent invoquées dans les recompositions sociospatiales locales dans l'Europe : à quelle échelle et sur quels types d'espaces, villes ou campagnes, ou ensembles composites de pôles urbains et d'espaces ruraux ?

Dans les recompositions spatiales locales, quels rôles jouent les problèmes d'environnement et comment les acteurs politiques jouent-ils

avec les symboles de la nature pour appuyer des projets territoriaux ? Comment se négocient les enjeux entre les forces politiques et les acteurs techniques ou scientifiques ? De même, les acteurs du développement agricole sont aujourd'hui confrontés aux différents aspects de la dimension environnementale de leur domaine : se posent alors des questions qui recoupent à la fois la réorganisation des systèmes de production agricole et les enjeux à la fois symboliques et matériels de l'environnement, par exemple celui (désormais européen, sinon mondial), de la qualité de l'eau : tout projet de réorganisation du secteur agricole et, par là même, des secteurs de production amont ou aval à la production agricole, ne peut plus se penser et s'organiser sans que soit réfléchi sa dimension environnementale, qu'il s'agisse de sa relation aux nappes phréatiques ou aux paysages que viennent chercher les citadins en mal de nature.

C'est à ces questions, transversales aux grands axes de questionnement, que les différents articles de ce livre ont répondu, sans toutefois qu'elles aient été abordées directement ; elles sont souvent secondaires par rapport à la question traitée, mais se lisent aisément dans les textes qui suivent, qui évoquent pour la plupart la complexité due à l'imbrication des différents axes.

Le premier axe de questionnement s'est fondé sur l'hypothèse que les modes d'habiter éclairent de manière pertinente et innovante les dynamiques de recomposition des sociétés et des espaces urbains et ruraux. Ils permettent effectivement d'analyser, chez les urbains et les ruraux, l'évolution des pratiques de la résidence principale ou de la résidence secondaire par rapport aux échelles des espaces fréquentés à différentes échelles de temps, de préciser les rôles des rapports sociaux à la nature dans ces pratiques, ou de révéler l'évolution de la place de pratiques de loisir, dans les rythmes de la vie quotidienne notamment (comment y jouent les rapports entre la nécessité de l'alimentation et le plaisir du jardin, par exemple). C'est ici la relation entre le dedans et le dehors qui sont analysées, qui incluent également les formes matérielles et immatérielles de l'habitat, c'est-à-dire le symbolique, la dimension culturelle. Il s'agit de mieux comprendre les facteurs qui jouent dans les choix de son habitat par un individu, qu'ils soient liés à l'appartenance à un lieu ou à une opportunité d'emploi ou d'une autre nature ; de préciser les manières dont un individu s'installe dans un lieu et y est accueilli, dont il gère les relations entre son ancrage dans ce lieu et sa mobilité. Les nouvelles formes de sociabilité et de solidarité participent de cette évolution des modes d'habiter comme ceux-ci nous renseignent sur l'évolution des modèles de développement urbain et des relations villes/campagnes. Enfin, les modes d'habiter cristallisent les rapports de

l'habitant aux autres et s'insèrent dans leur pensée de la citoyenneté : le lieu de l'habitat peut devenir lieu de médiation sociale.

La réorganisation des systèmes productifs s'inscrit dans le double mouvement de concentration d'entreprises et d'externalisation des fonctions à l'échelle de l'Europe. Les espaces ruraux et urbains enregistrent différemment ces processus et transforment les rapports sociaux au travail : de nouvelles manières de concevoir le travail apparaissent tant dans l'agriculture où le salariat se développe et où les questions d'environnement font émerger de nouvelles formes de professionnalisme et d'espaces soumis à contraintes, que dans l'industrie et les services où le travail informel cristallise des formes de résistance et des initiatives face à la précarisation du travail. Les recherches ont abordé les différences entre espaces ruraux des pays de l'Europe de l'Ouest et des pays d'Europe centrale et orientale qui manifestent encore des écarts importants, tant par leurs capacités à attirer nouveaux habitants et investisseurs que par les décalages des normes de qualité des productions. Ces différences rendent compte des rattrapages auxquels ces pays de l'Est doivent procéder pour que leur intégration dans l'Union européenne soit réelle. Mais à l'échelle de l'Europe occidentale également, les espaces n'opposent pas les mêmes réponses aux processus mondiaux : dans cette différence, interviennent les caractéristiques sociales des acteurs qui se mobilisent, néoruraux ou entrepreneurs aisés par exemple. La Politique agricole commune (PAC) est également un facteur de différenciation des espaces ruraux, qui incite à la libéralisation des marchés ou qui pose des questions sur l'avenir de la pluriactivité et de la multifonctionnalité. Les espaces périurbains constituent d'ailleurs parfois des territoires d'innovation, en raison de l'incitation à l'expérimentation que représentent la flexibilité du travail et l'emploi précaire : ils permettent l'éclosion de formes d'expression individuelle ou de formes d'initiatives et de négociation entre acteurs. De même, la production industrielle semble se replier vers des espaces ruraux et fuir la ville. Aussi peut-on dire qu'il n'est plus pertinent d'assimiler le rural à l'agricole, l'industriel et le tertiaire à l'urbain : les dynamiques tendent à redéployer le mode industriel de production sur l'ensemble des espaces.

À différentes échelles, du local à l'Europe, se produisent des recompositions sociospatiales qui expriment des formes nouvelles d'autonomisation et de hiérarchisation des pouvoirs. Dans quelle mesure ces nouveaux espaces sociaux traduisent-ils de nouvelles cultures politiques ? Sur quelles catégories spatiales s'appuient-ils ? Quels sont les rôles des pôles urbains et des espaces ruraux dans ces transformations ? Les textes de cet ouvrage révèlent en particulier l'importance des représentations culturelles des espaces dans la formation de ces recompositions. Les motivations des alliances reposent en effet sur les manières dont les

acteurs politiques se représentent les territoires dans lesquels ils agissent et sur les moyens que l'Europe leur donne d'inventer de nouvelles formes spatiales d'exercice du pouvoir politique : espaces en réseaux, espaces à forte signification géographique, comme l'arc atlantique, la dorsale européenne des régions intérieures, l'arc alpin, etc., reposent effectivement sur des solidarités construites sur des représentations des espaces géographiques et sur des réseaux d'alliance recomposant les formes nationales du politique. Au sein de ces recompositions sociospatiales, quelle est la place de l'exercice de la citoyenneté, et vers quelles formes de démocraties l'Europe, à ses différentes échelles, s'oriente-t-elle ?

Les questions d'environnement, qui occupent une place de plus en plus grande dans le discours et les pratiques sociales et politiques, sont ici abordées à travers le sens qu'elles donnent à l'action collective et publique. La production de normes, règles et techniques nouvelles pose des questions sur les capacités des sociétés contemporaines à gérer la matérialité de la nature, tout en permettant la construction de dispositifs de négociation collective sur des espaces souvent mal définis, mais dont la délimitation et la qualification exigent le recours à l'expertise. Les territoires de l'environnement constituent des constructions qui font appel soit aux institutions, soit à la société civile ; c'est à travers l'action de cette dernière que les négociations s'engagent de manière plus souple, ouvrant un espace pour l'innovation. L'un des enjeux essentiels de la question environnementale réside dans la production des connaissances scientifiques : c'est en effet dans la confrontation entre la production de savoirs plus ou moins consolidés, soumis à l'incertitude, et l'action collective à plus ou moins fortes contraintes sociales qu'apparaît cet enjeu, au centre de la distance qui s'établit entre l'élite et sa base et qui renvoie à l'efficacité de la démocratie participative. Au centre de l'action également se situe toujours le territoire, cadre où se réifient les interdépendances entre les acteurs, lieu de la médiation ; le territoire fait aussi l'objet d'enjeux scientifiques de délimitation et de qualification. Mais les acteurs ne peuvent plus se définir uniquement par rapport à leur appartenance professionnelle dans la mesure où ils appartiennent tous à des sphères multiples : le scientifique est expert, l'agriculteur peut être syndicaliste, les deux sont citoyens. L'environnement est devenu un moyen pour redéfinir les territoires, souvent à l'aune des identités sociales ou régionales ; peut-être redéfinit-il également une nouvelle ruralité et une nouvelle urbanité.

Telles sont quelques-unes des questions auxquelles cet ouvrage tente d'apporter des réponses. Il est certain que celles-ci ne peuvent être que

des *éléments* de réponse permettant de voir poindre de nouvelles formes sociales de réaction aux grands processus engagés à l'échelle de l'Europe et du monde. Ces éléments de réponse nécessitent cependant que les notions et concepts utilisés par la recherche pour tenter de démêler la complexité de ces processus soient toujours interrogés et redéfinis. Ils ne peuvent que recouvrir, eux-mêmes, de nouvelles significations que les sociétés leur attribuent, dans les mouvements multiples auxquels elles les soumettent. Villes et campagnes d'aujourd'hui n'ont plus le même sens qu'il y a quelques décennies, et il est nécessaire de les réinterroger pour éclairer les dynamiques complexes qu'elles subissent ; comme les modes d'habiter, les systèmes productifs, les espaces politiques et les rapports sociaux à l'environnement.